

N° DP 24/799

DECISION DU PRESIDENT

PLAN LOGEMENT D'ABORD (LDA) - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE 15 000 € A L'ASSOCIATION AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES (ANSA) ET SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT AFFERENTE

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour les années 2021, 2022 et 2023,

VU la délibération n°21/09/302 du 30 septembre 2021, fixant la convention d'objectifs avec l'Etat,

VU la délibération n°22/09/239 du 29 septembre 2022 relative à l'avenant n°1 à la convention,

VU la délibération n°23/09/251 du 28 septembre 2023 relative à l'avenant n°2 à la convention,

VU l'avis de la commission Politique de la Ville et Habitat en date du 9 septembre 2024,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT qu'il convient de régler, par la voie conventionnelle, les modalités pratiques de la poursuite de ce partenariat, visant à coordonner et mettre en œuvre le plan métropolitain « Logement d'abord »,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER les termes de la convention de partenariat ci-annexée entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'association Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA) dans le cadre du Plan Logement d'Abord.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à l'association Agence Nouvelle des Solidarités Actives (ANSA) une subvention de 15 000€ (quinze mille euros) au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 16 SEP. 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



18 SEP 2014

**CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE ET L'AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES
ACTIVES DANS LE CADRE DU PLAN LDA 1 –
Parcours Logement Insertion Jeunes**

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Président n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association Agence Nouvelle des Solidarités Actives régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 28, rue du Sentier, 75002 Paris, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, son Directeur général Emmanuel Laurent habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association » ou « l'Ansa »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Contexte du Plan LDA 1 et de la reprise de l'action PLIJ par l'Ansa :

L'Etat a lancé Le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2018-2022, dit « plan Logement d'abord » et un second appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord en septembre 2020.

Le 29 Janvier 2021 le dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est sélectionné comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan.

Ainsi, l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

En date du 30/09/2021 une convention pluriannuelle d'objectif est conclue entre l'Etat et la Métropole pour les années 2021, 2022 et 2023. Dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'Habitat et de solidarité la Métropole, Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement d'abord » et de ses actions. Un avenant à la convention a été signé entre l'Etat et la métropole (AVENANT N°2 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2021-2023

(délibération 23/09/251 – Conseil métropolitain du 28/09/2023) afin de poursuivre le plan sur l'année N3 (2023-2024).

Dans le cadre du plan LDA 1, l'une des priorités de la métropole est l'accompagnement des publics jeunes, âgés de 18 à 25 ans, afin de les insérer socialement et professionnellement sur le territoire. L'action 15, intitulée *Parcours Logement Insertion Jeune (PLIJ)*, a été contractualisée avec l'URHAJ PACA sur une période de 18 mois. L'URHAJ PACA, pour des difficultés de direction et gouvernance qui lui sont propres, n'a pu mener à bien la mission.

C'est pourquoi, la métropole a demandé à l'Ansa de réaliser l'action de modélisation du PLIJ. En effet, l'équipe de l'Ansa a mené sur le plan LDA 1, l'action 16. *Participation citoyenne - l'accès au logement et à l'insertion professionnelle des 18-25 ans*. Pendant cette période, l'Ansa :

- A croisé ses diagnostics et échangé sur les préconisations d'efficience des accompagnements, émises par les jeunes et les professionnels, avec ceux de l'équipe de l'URHAJ
- A mobilisé les acteurs du territoire qui œuvrent dans les secteurs du logement, de l'accompagnement social des jeunes, de l'insertion professionnelle et de la protection de l'enfance
- A créé un accompagnement collectif innovant avec la participation de 30 jeunes métropolitains âgés de 18 à 25 ans.

L'équipe de l'Ansa est donc pleinement qualifiée pour accompagner la métropole dans les travaux de modélisation du PLIJ, d'élaboration d'un guide, d'une méthodologie d'amélioration continue et d'évaluation participative.

L'Ansa :

L'Ansa est une association à but non lucratif dont l'objet social est la lutte contre la pauvreté et les exclusions. Elle accompagne ainsi les pouvoirs publics (Etat, collectivités territoriales) dans le déploiement de politiques publiques sous l'angle de l'innovation sociale.

L'Ansa travaille sur différentes thématiques (Accès aux droits, hébergement/logement, insertion professionnelle, prévention des inégalités ...). Parmi ces thématiques, les questions de l'accès au logement et de l'insertion professionnelles occupent une place importante, celle de la participation des personnes concernées fait quant à elle partie des fondements de l'association.

L'Ansa intervient à différentes étapes de l'innovation sociale : la construction des politiques avec l'ensemble des parties prenantes (décideurs, professionnels et personnes concernées), l'accompagnement d'expérimentations sociales, l'évaluation, la diffusion des pratiques et la formation.

Dans le cadre de ces missions, l'Ansa a développé une expertise forte sur les questions d'accès au logement, d'accès à l'emploi ainsi que sur le champ particulier des politiques jeunesse. Elle est par ailleurs un acteur majeur dans la mise en œuvre de politiques de participation citoyenne en France et en particulier à destination des personnes le plus exclus.

Comme expliqué au paragraphe précédent : l'Ansa a réalisé pour MTPM l'action 16. *Participation citoyenne des jeunes – accès au logement et insertion professionnelle*. L'équipe a présenté, conjointement avec les jeunes, les résultats de cette action à la métropole et aux acteurs du territoire, lors d'un événement public le 16 mai 2024.

L'Ansa est donc particulièrement intéressée pour collaborer avec la Métropole sur cette action.

L'Ansa mandatera deux professionnels :

- Simon Roussey, responsable de la composante « Participation » à l'Ansa.
- Myriam DJOUBRI, Chargée de mission à l'Ansa.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année 2024. Elle est conclue pour une durée de 5 mois et demi. Elle couvre la période du 18/07/2024 au 31/12/2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre

en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, l'association Ansa à hauteur de 15 000 euros conformément au budget prévisionnel alloué à l'action 15 du plan LDA 1 (pour la partie restant à réaliser : modélisation du PLIJ).

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 15 000 euros net de taxe sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- La totalité de la subvention, 100 % soit 15 000 euros, à la notification de la convention,
- En contrepartie de cette participation financière, l'Ansa s'engage à fournir à la métropole dans les 2 mois suivant la fin de l'action, les justificatifs suivants :

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs :
 - o Nombre de réunions entre l'Ansa et la Métropole
 - o Nombre d'entretiens avec des partenaires contribuant au parcours des jeunes
 - o Nombre de participants à la réunion de présentation et de travail sur le guide
- Qualitatifs :
 - o La production du livrable finale
 - o L'adéquation du livrable aux besoins identifiés par la métropole et les partenaires
 - o La satisfaction des professionnels

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON-RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 5 mois et demi. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Ansa procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le Directeur général de
l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives

Emmanuel LAURENT

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : description du projet

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
15 000 €	15 000 €	15 000 €

a) Objectif(s) :

Le projet a pour objectif de modéliser le Parcours Logement Insertion Jeunes à travers l'élaboration d'un guide et d'une méthodologie d'amélioration continue et d'évaluation participative de la démarche.

La rédaction de ce guide reposera notamment sur la consultation des partenaires et une réunion de présentation ayant pour objectif de recueillir l'avis et les suggestions des acteurs concernés par la démarche du PLIJ.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de réunions entre la Métropole et L'ANSA
 - o Nombre d'entretiens réalisés auprès de partenaires ciblés
 - o Nombre d'acteurs présents lors de la réunion de présentation du document
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Rédaction du livrable finale
 - o Adéquation du livrable avec les besoins identifiés par la métropole et par les partenaires
 - o Satisfaction des acteurs concernés par la modélisation du Parcours d'accompagnement proposé (questionnaires et compte rendu de la réunion de travail réunissant les acteurs contribuant au parcours des jeunes).

c) Public(s) visé(s) :

Les publics visés par le présent projet sont :

- Les Jeunes en situation de fragilité socio-économique de la Métropole et rencontrant des difficultés d'accès au logement et d'insertion
- Les professionnels accompagnant les jeunes de façon opérationnelle
- Les partenaires contribuant aux parcours des jeunes

d) Localisation : quartier, commune(s), territoire métropolitain.

- Territoire métropolitain
- Puis à titre de référence : terrain d'expérimentation pour essaimage du PLIJ sur le territoire varois dans le cadre du PDALHPD

e) Moyens mis en œuvre : outils, démarche, etc.

Pour la réalisation de la modélisation du PLIJ et son appropriation par les acteurs du territoire : travail collaboratif entre l'équipe de l'Ansa et les Coordonnateurs du Plan LDA 1.

Equipe Ansa	Coordonnateurs Plan LDA 1
<ul style="list-style-type: none">▪ Simon Roussey, responsable de la composante « Participation » à l'Ansa.▪ Myriam DJOUBRI, Chargée de mission à l'Ansa.	<ul style="list-style-type: none">▪ Stéphan JAKOB, CDS du FSL, responsable du plan entre 2020 et novembre 2023▪ Sophie ARONDEAU, Cheffe de projet – Coordinatrice du Plan LDA, depuis novembre 2023

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	15 000€		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	15 000€
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			

Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	15 000€	TOTAL DES PRODUITS	15 000€
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
<p>La subvention de 15 000 € représente 100% du total des produits :</p> <p>(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			

Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Emmanuel LAURENT, Directeur général

.....

.....

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation
Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa)

.....

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,

- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.

- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 22/07/2024

à PARIS

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

Emmanuel LAURENT, Directeur général Ansa

Signature



Agence
nouvelle des
solidarités

28, rue du Sentier
75002 Paris
Tél. : 01 43 48 65 24
Fax : 01 53 27 82 16

